

disparition forcée constitue une pratique systématique et massive en Haïti. Cependant, la Mission reste attentive à plusieurs cas de disparitions survenus avant son arrivée et enquête sur des informations concernant des cas récents.

Elle craint que l'un de ces cas, celui de M. Joseph Winy Brutus, ne témoigne de la poursuite de la pratique sélective de la disparition forcée dont ont été victimes plusieurs militants politiques d'opposition depuis le coup d'Etat. M. Brutus est l'un des dirigeants du Parti national démocratique progressiste d'Haïti (PNDPH), qui fait partie du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD). Il a quitté son domicile le mercredi 5 mai dans l'après-midi et a été vu pour la dernière fois rue Toussaint-Louverture, quartier Delmas 33, à Port-au-Prince. Ses proches ont fait des recherches dans les prisons et à la morgue de la capitale. Ces démarches pour tenter de le localiser se sont avérées vaines.

Les représentants de la Mission s'étant inquiétés du sort de M. Brutus auprès du Haut Commandement, l'un des membres de cette instance a évoqué une possible liaison avec un trafic de drogue, sans apporter d'éléments de preuve. La Mission continue à enquêter sur cette disparition, et n'écarte pas la possibilité qu'elle ait été perpétrée à l'instigation ou par des agents de la puissance publique à des fins d'intimidation du PNDPH et des autres partis d'opposition.

Exécutions arbitraires

La Mission est particulièrement préoccupée par l'augmentation, dans le courant du mois de mai et par rapport aux deux mois immédiatement antérieurs, des violences perpétrées par des *zenglendos* ou d'autres groupes de malfaiteurs agissant impunément, et apparemment sous le couvert ou avec le consentement exprès ou tacite des autorités de facto. Le terme *zenglendo* désigne des malfaiteurs qui se recrutent depuis les couches marginales des quartiers populaires jusque parmi des agents de police, agissant le plus souvent de nuit, en civil et avec des armes de fonction. Ce phénomène, surtout sensible à Port-au-Prince, vise, dans certains cas au moins, à intimider les secteurs de l'opposition démocratique et va de pair avec la recrudescence des exécutions arbitraires pour des raisons politiques.

Dans les quartiers populaires, des *zenglendos* distillent un climat de peur généralisée, sans que leurs victimes soient nécessairement des militants ou des sympathisants politiques. Nous mentionnerons un seul cas à titre d'exemple:

Le 10 mai, à 0h30 environ, quatre hommes habillés en civil et portant des masques, ont pénétré à deux reprises dans le domicile de Mme. Illia Davilma, épouse de M. Joseph Lucien, dans le quartier populaire de Cité Soleil. Ils ont rempli une valise avec quelques